

**First Forum
Seoul, Republic of Korea, 24-26 October 2011**

Country Report of Burkina Faso *

* Submitted by: Mr. Claude Obin Tapsoba, Directeur Général, Institut Géographique du Burkina

Rapport du Burkina Faso au premier forum sur la gestion globale de l'information géospatiale

octobre 2011- Séoul, Corée du Sud

RAPPORT DU BURKINA FASO AU PREMIER FORUM SUR LA GESTION GLOBALE DE L'INFORMATION GEOSPATIALE

L'institut géographique du Burkina a été créé en 1976 dans le but de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de production et de gestion de l'information géographique.

Il a hérité d'infrastructures excellentes pour l'époque et pour les usages auxquels elles étaient destinées. Il s'agit à l'instar de grand nombre de pays africains, notamment francophones :

- ❖ de bornes astronomiques ;
- ❖ de bornes de polygation sur le douzième parallèle ;
- ❖ d'un réseau de nivellement réalisé à partir du marégraphe de Dakar ;
- ❖ de photographies aériennes à diverses échelles ;
- ❖ d'une couverture cartographique à l'échelle 1/200000 à partir de laquelle les cartes à l'échelle 1/500000 ont été générées.

Cet héritage ne convenant plus aux besoins des planificateurs et autres acteurs de développement, le Burkina a, conformément à une des recommandations de la conférence cartographique des Nations-unies pour l'Afrique tenue à Addis Abéba au début des années 1980 adopté un Schéma Directeur pour la production des cartes topographiques de base à l'échelle 1/50000. Ce schéma avait aussi pour objectifs :

- la mise en place d'un réseau géodésique national ;
- l'extension et l'entretien du réseau national de nivellement.

Sa mise en œuvre a permis d'améliorer le potentiel national en matière d'infrastructures cartographiques. Ainsi, un réseau géodésique national mesuré par la méthode de positionnement par satellites a été mis en place et les cartes à l'échelle 1/50000 ont couvert 36% du territoire.

Les cartes à l'échelle 1/200000 ont été numérisées et structurées en Base nationale de données topographiques (BNDT). Il fut aussi produites, des bases de données d'occupation des terres couvrant le territoire sur deux années de référence ainsi que la base de données des changements.

A la faveur de l'apparition des technologies spatiales, de nombreux systèmes d'informations ont été initiés pour la gestion des ressources, la planification des investissements, le suivi de l'impact des différents projets et programmes mais aussi la gestion des catastrophes et autres préoccupations à caractère humanitaire.

Le besoin de rationalisation des ressources disponibles et de partage d'informations géographiques va inciter à la création d'un réseau au sein du Programme national de gestion de l'information sur le milieu (PNGIM) auquel ont adhéré plusieurs structures tant du public que du privé.

Le réseau PNGIM a permis d'amorcer la fédération des initiatives en matière de production, diffusion et mise à jour de l'information géographique et a obtenu de nombreux acquis tels que :

- la Base de données des localités du Burkina (BDLB),
- la Nomenclature nationale pour l'élaboration des cartes d'occupation des terres,
- la Base de données des forêts classées et des terroirs environnants,
- la Base Nationale de Données des points d'eau du Burkina,
- la Base de données sur les espèces forestières,
- le Catalogue des données des partenaires.

Les efforts d'organisation de la gestion de l'information géographique se sont poursuivis à travers l'élaboration d'un projet de politique nationale de l'information géographique sur lequel devra s'appuyer la future infrastructure nationale de données spatiales que le Burkina ambitionne de mettre en place avec l'appui des partenaires. Le projet a été discuté et adopté par un atelier national qui a connu la présence de plus de cent participants, de la CEA, de l'ITC et du RECTAS venus apporter leurs contributions.

Le but de la politique nationale en matière de gestion de l'information géographique est d'assurer une contribution qualitative au mieux être des populations tant urbaines que rurales, par une bonne gouvernance qui s'appuie largement sur des décisions faisant appel à l'analyse des données géospatiales. Elle s'appuie sur les principes :

- ✓ des ressources partagées
- ✓ du partenariat
- ✓ des réseaux
- ✓ des infrastructures des données

Face à l'énormité de la tâche, le développement de l'infrastructure devra se faire de façon graduelle afin de maîtriser toutes ses composantes. Un organe de gestion sera mis en place et sera soutenu par des commissions spécialisées parmi lesquels :

- ✓ la commission Sensibilisation, éveil des consciences et développement des capacités ;
- ✓ la commission Normes ;
- ✓ la commission Facilité de découverte et d'exploration des Données ;
- ✓ la commission Jeux de Données fondamentales ;
- ✓ la commission Économie et finances des données.

Pendant ce temps les initiatives se poursuivront pour améliorer le potentiel national en matière d'informations géographiques. A cet effet, plusieurs chantiers sont en cours parmi lesquels :

- la mise à jour des cartes 1/200000 sur un financement de l'union européenne pour offrir un référentiel unique aux projets et programmes ;
- la construction de bornes géodésiques dans chaque commune du Burkina financé par le Gouvernement américain ;
- la mise en place d'un réseau de neuf récepteurs GNSS CORS pour appuyer la sécurisation foncière en milieu rural mais aussi permettre le développement d'applications diverses ;
- la production de normes nationales pour les travaux topographiques et cartographiques.

Le leadership de l'institut géographique du Burkina lui a également permis d'organiser des formations, des séminaires à l'attention de son personnel et autres producteurs de données géographiques mais surtout de prendre part aux initiatives sous régionales et internationales.

Au titre des formations on peut retenir :

- un atelier sur les infrastructures de données spatiales ;
- un atelier sur la production de métadonnées ;
- un atelier de sensibilisation et de formation sur la normalisation des noms de lieux.

Rapport du Burkina Faso au premier forum sur la gestion globale de l'information géospatiale

octobre 2011- Séoul, Corée du Sud

Au titre de la participation aux initiatives

- les réunions préparatoires du GGIM pour le compte de l'Afrique ;
- les travaux du GENUNG ;
- global mapping ;
- l'Union Africaine sur les travaux de frontière ;
- les rencontres organisées par la CEDAO (Dakar et Ouagadougou) pour la définition d'une stratégie de développement d'un référentiel cartographique des pays membres ;
- la rencontre UEMOA pour un référentiel cartographique de l'espace UEMOA ;
- WASCAL pour le « land observation network ».

La participation à toutes ces initiatives participent du renforcement des capacités, au plaidoyer en faveur des outils géospatiaux et de la promotion des principes de l'IDS promus par la CEA et la communauté géomatique internationale.

A ce sujet, il est envisagé à Ouagadougou en février 2011 un séminaire régional sur la mise en place d'infrastructures nationales de données spatiales dans les pays émergents en partenariat avec l'IGN.

Toutefois, il convient de rappeler que le Burkina rencontre à l'instar de bien de pays d'Afrique des difficultés au nombre desquelles :

- la faiblesse du potentiel en matière de ressources humaines de haut niveau ;
- la faible collaboration des structures en charge des statistiques, de l'aménagement du territoire mais aussi de l'urbanisme et du cadastre ;
- la faible priorité accordée à la production de l'information à référence spatiale ;
- le manque de ressources financières ;
- l'ancrage institutionnel des agences nationales de cartographie ;
- le faible recours aux normes internationales pour les productions ;
- l'absence de métadonnée pour accompagner les produits.

L'organisation d'un forum mondiale sur la gestion de l'information géo spatiale arrive donc à point nommé et la réunion africaine constitue une opportunité d'échanges pour les Etats qui devront exprimer leurs préoccupations et préconiser des pistes de solutions en gardant à l'esprit deux questions majeures auxquelles des réponses doivent être apportées :

- 1- quelles sont les principales lacunes, les goulots d'étranglement et les défis pour l'appropriation des sciences géographiques par les décideurs politiques dans les pays les moins avancés ?
- 2- quels sont les besoins immédiats pour stimuler l'utilisation des outils géospatiaux pour la prise de décision dans ces pays ?

Claude Obin TAPSOBA
Directeur Général
Institut Géographique du Burkina